



## AFRIQUE CENTRALE : UNE NOUVELLE ETAPE FRANCHIE DANS LE PROCESSUS D'ADOPTION D'UNE STRATEGIE REGIONALE ET D'UN PLAN D'ACTION POUR LA PREVENTION ET LA REPRESSON DES DISCOURS DE HAINE

**Yaoundé (Cameroun), 7 juillet 2023** – Des experts et représentants de États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) ont franchi une nouvelle étape dans le processus « d'appropriation, d'endossement politique et d'adoption d'une stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la répression des discours de haine et d'incitation à la violence » dans leur sous-région. A l'issue d'un Forum y relatif qui a pris fin à Yaounde vendredi 7 juillet 2023 après trois jours de travaux, ils en ont fait la suggestion dans une « Déclaration ». Celle-ci félicite le Cameroun pour son engagement dans cette cause, et l'encourage à le poursuivre « en diligentant, en liaison avec la Commission de la CEEAC [Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale], toutes les étapes devant conduire à son adoption définitive par les instances habilitées » de l'organisation sous-régionale.



Dans cette perspective, les participants ont estimé que le Forum régional des Ministres de la Communication et de l'Information de l'Afrique centrale proposé par le Ministre centrafricain de la Communication et des Médias lors du Forum de Bangui en avril 2022, et soutenu par les Etats membres de l'UNSAC, « reste un des cadres indiqués pour la pré-validation de la Stratégie régionale et du plan d'action ». De plus, ils ont invité la délégation de la République centrafricaine (RCA) à travailler en synergie avec le Cameroun et la Commission de la CEEAC ainsi que d'autres partenaires clés, y compris le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), pour faciliter la tenue dudit Forum, de préférence avant la 56<sup>e</sup> réunion de l'UNSAC prévue à Kigali en novembre 2023. A cet égard, et compte tenu des enjeux, ils ont jugé « nécessaire l'envoi d'une mission d'information, d'évaluation et de soutien à Bangui afin de discuter de la question avec les autorités compétentes ».

Cette démarche est en phase avec la volonté exprimée par la RCA. Dans son intervention, Boda Amanda Grâce, Chargée de mission à la Primature, a indiqué que son pays « réaffirme son engagement [...] d'accueillir [le Forum





régional des Ministres de la Communication et de l'Information de l'Afrique centrale] dans un avenir très proche ». En clôturant les travaux, le Directeur des Nations Unies et de la Coopération décentralisée au Ministère des Relations Extérieures, Ebenezer Mouandjo Mouandjo, représentant le Ministre, a promis que le Gouvernement camerounais maintiendra les contacts et la collaboration avec les autorités centrafricaines pour garantir le succès de cette importante étape ainsi que celles que pilotera la CEEAC.

La « Déclaration de Yaoundé » exprime le vœu que la Commission de la CEEAC, les Nations Unies et toutes les autres organisations concernées soutiennent l'initiative, en comptant « particulièrement sur l'UNOCA pour coordonner l'appui et la participation de l'ONU, en liaison avec la MINUSCA ». Le Commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité à la Commission de la CEEAC, Mangaral Bante, a souligné que des dispositions seront prises dans ce sens. Il a aussi tenu à réitérer l'engagement de la Commission à sensibiliser toutes les parties prenantes en vue de l'adoption, dans les meilleurs délais, du projet de stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la répression des discours de haine et d'incitation à la violence.

Le Forum de Yaoundé a vu la participation de l'Angola, du Burundi, du Cameroun, de la République centrafricaine (RCA), du Congo, de la République démocratique du Congo (RDC), du Gabon, de la Guinée équatoriale, du Rwanda, de Sao Tomé et Príncipe, et du Tchad. Organisé par le Cameroun suite au mandat qui lui a été confié par l'UNSAC, il a bénéficié du soutien de la Commission de la CEEAC et de l'UNOCA. Plusieurs autres entités du Système des Nations Unies ont activement contribué à sa mise en œuvre, notamment le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC), le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC (BCNUDH/RDC), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

### CONTACTS PRESSE

**Jean Njita**, National Information Officer, Centre d'Informations des Nations Unies (Cameroun), [watard@un.org](mailto:watard@un.org)

**Serge Banyimbe**, Program & Communication specialist, UNESCO Afrique centrale, [s.banyimbe@unesco.org](mailto:s.banyimbe@unesco.org)

**Pamela Lubaki Kheya**, Public Information Assistant, MONUSCO, [lubakikheya@un.org](mailto:lubakikheya@un.org)

**Samperode Mba Allogho**, National Information Officer, UNOCA, [samperode.mbaallogho@un.org](mailto:samperode.mbaallogho@un.org)

**Hippolyte Donossio**, Public Information Officer, MINUSCA, [donossio@un.org](mailto:donossio@un.org)

### COORDINATION

**Placide Ibouanga Ndinga**, Chef de Service de la Communication et Relations publiques, CEEAC, [placide.ibouangandinga@ceeac-eccas.org](mailto:placide.ibouangandinga@ceeac-eccas.org)

**Norbert N. Ouendji**, Responsable de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique, UNOCA, [ouendji@un.org](mailto:ouendji@un.org)

